

02.09.2005 - 11:00 Uhr

economie suisse - Journée de léconomie: La place économique suisse dans la concurrence mondiale Assemblée annuelle de la Fédération des entreprises suisses

Zurich (ots) -

« La place économique suisse dans la concurrence mondiale », tel est cette année le thème central choisi pour la Journée de léconomie. Le président de la Fédération des entreprises suisses, Ueli Forster, a appelé les milieux politiques et économiques à ouvrir des espaces propices à la croissance. A ses yeux, même des petits pays comme la Suisse auraient suffisamment de libertés, dans une économie mondialisée, pour renforcer leur compétitivité. Mais celles-ci doivent être mises à profit de manière systématique. L'orateur invité, Jürgen Dormann, président du conseil d'administration d'ABB, a insisté sur le fait que la Suisse n'est pas seule à être mise au défi, mais qu'il en est de même pour tous les pays industrialisés occidentaux. La concurrence mondiale est permanente, a-t-il relevé, et contraint l'Occident à accroître ses performances. Pour l'heure, nous en sommes encore à la concurrence entre sites de production, mais dans quelques années, la concurrence entre sites de recherche battra son plein.

Difficile processus d'adaptation et de réformes
Malgré des perspectives conjoncturelles plus claires et un environnement économique extérieur un peu plus réjouissant, consommateurs et investisseurs restent sur la défensive, a déclaré le président de l'economie suisse. Raison du malaise : le processus d'adaptation de l'économie suisse aux nouvelles réalités économiques, qui ne va pas sans douleur. La marge d'autonomie de la politique économique nationale s'est modifiée. La mondialisation le révèle crûment : la politique ne peut répartir que les richesses produites sur le marché. Le pouvoir politique ne peut pas grand-chose contre les changements de l'économie mondiale; il devra en prendre davantage conscience. M. Forster s'est prononcé en faveur de la poursuite du processus d'adaptation et de réformes en Suisse: les mutations structurelles n'ont encore fait sombrer aucune économie à ce jour; l'attente et les attermoissements en revanche pourraient être dommageables.

Oui à la libre circulation des personnes et adhésion claire aux accords de libre-échange
C'est surtout en économie extérieure et en politique économique que l'action s'impose, a affirmé le président de l'economie suisse. L'extension de la libre circulation des personnes aux dix pays membres de l'UE revêt un intérêt essentiel pour la Suisse. Le peuple suisse ayant accepté la libre circulation des personnes à une majorité des deux tiers en mai 2000, ce n'est plus le principe qui est en cause le 25 septembre, mais le renforcement des dispositions de protection existantes en faveur de nos salariés. L'accord est pratiquement taillé sur mesure pour notre pays. Ceux qui s'y opposent aujourd'hui renient la voie bilatérale poursuivie avec succès. Monsieur Forster a relevé que pour les entreprises, la libre circulation des personnes était un important atout comptant parmi les conditions-cadre indispensables de notre pays. C'est pourquoi la

Fédération des entreprises suisses s'engage de toutes ses forces dans cette campagne. M. Forster a appelé les citoyennes et les citoyens à glisser un oui convaincu dans l'urne.

Le président de l'économie suisse a plaidé en faveur de l'élargissement d'accords de libre-échange avec de grands pays. Par sa nouvelle orientation stratégique de politique économique extérieure, le Conseil fédéral tient compte des modifications survenues dans le système commercial mondial. Il importe de favoriser des avancées dans le cadre de l'OMC, mais aussi de développer des relations intenses avec nos principaux partenaires économiques outre-mer : les Etats-Unis, le Japon, la Chine, l'Inde et le Brésil.

Les défis de politique économique: pas de quoi se reposer sur ses lauriers

Quelques réformes ont été mises sur les rails ces dernières années, a reconnu M. Forster, notamment celle du droit de la concurrence, la libéralisation des télécommunications, la révision de la loi sur le marché intérieur et les accords bilatéraux I. Mais la Suisse n'a pas de quoi se reposer sur ses lauriers. En comparaison internationale, notre pays se sort encore bien sur les principaux indicateurs, mais ces comparaisons ignorent tout simplement différents problèmes, comme la montagne de dettes des pouvoirs publics, les trous des caisses de pensions étatiques se chiffrant en milliards et les énormes coûts de la santé publique. En s'appuyant sur l'exemple de la « nouvelle Europe » et des pays en transition qui ont réussi, M. Forster a relevé que seules des visions claires et des programmes solides permettent d'aller de l'avant. La politique des petits pas a fait son temps. L'heure est aux décisions courageuses et aux réformes. C'est le cas notamment pour

- l'assainissement des finances de l'Etat
- le maintien d'un système fiscal compétitif sur le plan international
- l'aménagement d'un système de santé et d'un système éducatif viables
- l'assainissement des assurances sociales

M. Forster est conscient que tout ne se passe pas comme l'économie le souhaiterait, mais il constate que la Suisse évolue, même si c'est lentement.

Réparer le système en place ne suffit plus

Dans son exposé, Jürgen Dormann, président du conseil d'administration d'ABB, a estimé que la Suisse fait clairement partie des pays qui gagnent à la libéralisation des marchés internationaux. Notre pays a toujours la meilleure note dans plusieurs catégories. Cependant, la place économique suisse n'est pas épargnée par la concurrence, car la concurrence mondiale constitue un grand défi pour l'ensemble de l'Occident. Faire du surplace aujourd'hui, c'est perdre du terrain. Aussi les plaintes récurrentes au sujet de l'avenir de la Suisse ne sont-elles pas injustifiées. Le faible taux de croissance ou la disparition d'emplois ne sont pas un problème suisse, mais un problème européen, à quoi s'ajoute la diminution du potentiel de croissance liée à l'évolution démographique. Les problèmes de croissance signifient fatalement la faiblesse des investissements. Les investissements à l'étranger ont, par contre, augmenté massivement (sortie de capitaux nette : 260 milliards de dollars). Ils étaient destinés à l'Asie et à l'Amérique latine. Il en découle que diminuer la quote-part de l'Etat, accroître la responsabilité individuelle, réduire les charges des citoyens et des entreprises et réduire le

protectionnisme et les subventions ne sont plus des recettes suffisantes. Au vu des défis majeurs liés au marché mondial, Jürgen Dormann a estimé qu'on ne pourrait se contenter de réparer le système en place. Il a expliqué, en s'appuyant sur l'exemple de la Chine, comment la politique, l'Etat et l'économie de cet immense pays font tout pour s'aménager une position stratégique forte sur le marché mondial. Si jusqu'ici, la course à la mondialisation concernait essentiellement les sites de production, elle touche de plus en plus les lieux de développement. D'ici peu la concurrence régnera également entre les sites de recherche. Ainsi, le dernier bastion de l'Europe occidentale sera tombé dans dix ans, a poursuivi Jürgen Dormann.

Mieux utiliser les atouts de la Suisse

Jürgen Dormann a plaidé pour que la Suisse exploite mieux ses propres forces. Selon lui, la Suisse possède une infrastructure économique unique. La conjonction de groupes mondiaux novateurs et d'un réseau dense de petites et moyennes entreprises spécialisées et hautement compétentes offre un mélange foisonnant de possibilités, d'expérience et de savoir. Les relations étroites dans les domaines de la création de valeur et de la fourniture en fournissent la preuve. Il faut ajouter à cela les avantages d'excellentes infrastructures, dans les domaines de la formation, des transports, de la communication, de l'administration et de la stabilité politique et sociale. C'est un niveau que d'autres régions du monde n'atteignent pas, loin de là, et qui donne la possibilité à la Suisse de proposer des solutions taillées sur mesure dans le segment des productions pointues sur le plan technologique et des services, de réagir rapidement ainsi que d'être un partenaire commercial fiable. Il s'agit de renforcer ces atouts.

Encourager la collaboration entre les milieux économiques et scientifiques

Dans les domaines de la formation et de la recherche, il convient de mieux coordonner les sciences et l'économie. Jürgen Dormann a plaidé pour que les travaux scientifiques soient davantage concentrés sur des projets aboutissant à des innovations concurrentielles sur le plan économique. Dans ce but, il préconise d'intensifier la collaboration entre les instituts, les hautes écoles et l'économie au niveau des projets et d'y impliquer des petites et moyennes entreprises. Enfin, M. Dormann pense qu'il faut également établir davantage de « partenariats public-privés », des formes variées de collaboration et de financement commun pour des projets de recherche. Le centre de recherche d'ABB à Dättwil constitue un bon exemple d'une interaction réussie au quotidien.

Des leaders de l'économie crédibles

Pour conclure, Jürgen Dormann a évoqué l'image des entrepreneurs et managers auprès de l'opinion publique. Cette image détermine en partie la confiance de la société dans l'économie. La gestion de la crise traversée par ABB illustre comment il est possible de restaurer la confiance et de renouer avec le succès grâce à des actes symboliques : changement du style de direction, ouverture, communication intense. Dès qu'on constate une perte de confiance dans les performances économiques de la Suisse ou dans la direction d'une entreprise, il faut y répondre efficacement en adaptant le mode de direction et la communication, a conclu Jürgen Dormann.

Zurich, le 2 septembre 2005

Pour toute question :

Fredy Müller, economiesuisse, 079 352 61 59

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002808/100495622> abgerufen werden.